

Analyse des facteurs explicatifs de l'expansion de la dette publique en
République Démocratique du Congo : Une investigation
économétrique (1990-2024)

Analysis of explanatory factors for public debt expansion in the Democratic
Republic of the Congo: An econometric investigation (1990-2024)

KIKUNI MULAKILWA Fiston

*Économiste, Doctorant et Chercheur en Économie Publique et développement durable à la Faculté des Sciences
Économiques et de Gestion de l'Université de Kinshasa, UNIKIN ; en République démocratique du Congo.*

Correspondence address:

Économiques et de Gestion - République
démocratique du Congo

Cite this article :

Kikuni mulakilwa, F. (2026). Analyse des facteurs
explicatifs de l'expansion de la dette publique en
République Démocratique du Congo : Une
investigation économétrique (1990-2024).
International Journal of Economics and Management
Sciences, Volume 5, Issue 3 (2026), pp. 201-216.

Submitted: 08/06/2026

Accepted: 07/07/2026

International Journal of Economics and Management Sciences -IJEMS-
Volume 5, Issue 3 (2026)

Copyright © IJEMS

www.ijemsjournal.com

Résumé

Cette recherche analyse les facteurs macroéconomiques et institutionnels influençant l'évolution de la dette publique en République Démocratique du Congo (RDC) sur la période 1990-2024. Nous mesurons l'effet de la rigidité fiscale, des variations des cours miniers (cobalt), de la qualité de la gouvernance et de la réforme du marché des titres publics sur la dynamique de l'endettement. Méthodologiquement, nous mobilisons l'approche de cointégration par les tests aux bornes et la modélisation en retards échelonnés (ARDL).

Les résultats confirment l'existence d'une relation d'équilibre à long terme entre le stock de la dette et ses déterminants. L'analyse démontre que la vulnérabilité aux chocs externes, aggravée par l'étroitesse de l'assiette fiscale, constitue le moteur principal des déficits budgétaires. Nos estimations mettent également en évidence l'impact positif d'une meilleure gouvernance sur la soutenabilité budgétaire, ainsi que le rôle central de la réforme de 2019 dans la structuration de la dette intérieure. Face à une gestion procyclique des ressources extractives, nous préconisons la création d'un fonds de stabilisation, la digitalisation des régies financières et une optimisation des maturités de la dette locale pour assurer la viabilité des finances publiques à long terme.

Mots-clés : Dette publique, Gouvernance, Pression fiscale, Modèle ARDL, République Démocratique du Congo.

Abstract

This research analyzes the macroeconomic and institutional factors influencing public debt dynamics in the Democratic Republic of the Congo (DRC) over the 1990–2024 period. We assess the impact of tax rigidity, mineral price fluctuations (cobalt), governance quality, and the 2019 public securities market reform on sovereign debt dynamics. Methodologically, we employ the bounds testing approach to cointegration and the Autoregressive Distributed Lag (ARDL) framework.

The results confirm a long-run equilibrium relationship between debt stock and its determinants. The analysis reveals that vulnerability to exogenous shocks, combined with a structurally narrow tax base, remains the primary driver of fiscal deficits. Furthermore, our estimations highlight the positive impact of improved governance on fiscal sustainability, as well as the pivotal role of the 2019 reform in shaping domestic debt. Given the procyclical management of extractive resources, we recommend establishing a stabilization fund, digitizing financial administrations, and optimizing local debt maturities to ensure the long-term sustainability of Congolese public finances.

Keywords: Public debt, Governance, Tax burden, ARDL model, Democratic Republic of the Congo.

INTRODUCTION

Le problème majeur des pays en développement est de trouver un financement stable de leur croissance en s'appuyant d'abord sur leurs propres ressources. En RDC, la situation est paradoxale : le pays est doté d'immenses richesses naturelles, mais ses finances publiques restent très fragiles. La gestion de la dette publique est ainsi devenue un sujet central en économie publique. Un État qui vit des ressources minières doit sans cesse chercher un difficile équilibre entre le besoin de financer ses projets et la très grande instabilité de son budget face aux crises économiques mondiales.

L'histoire économique de la RDC montre que la période 1990-2024 est caractérisée par des trajectoires disparates. Le pays a d'abord connu une phase d'allègement de sa dette grâce aux institutions internationales, permettant d'atteindre le point d'achèvement de l'Initiative PPTE en 2010. Mais la RDC a commencé à se réendetter après cette date. Comme le soulignent Umba Di Mamona et al. (2022), l'encours global de la dette a considérablement progressé au cours des dernières années, illustrant une dépendance accrue au financement extérieur et intérieur. Ce renversement s'explique essentiellement par l'affaiblissement des recettes intérieures, la pression fiscale demeurant coincée sous les 10 % du PIB du fait du poids du secteur informel et des allègements accordés aux entreprises, une problématique largement documentée par Bokasola et al. (2025). Ainsi, le budget se trouve en déficit permanent et la dette devient le principal moyen d'ajustement pour financer les dépenses.

À ce problème intérieur s'ajoute une grande vulnérabilité extérieure. L'économie congolaise repose pour presque tout sur ses exportations de cuivre et de cobalt. Quand, sur le marché mondial, les prix de ces métaux baissent, les recettes de l'État tombent tout de suite. Le gouvernement, toutefois, ne peut diminuer rapidement ses dépenses obligatoires telles que les salaires des fonctionnaires ou les budgets militaires nécessaires pour répondre à la crise sécuritaire à l'Est du pays. Afin de conserver ses dépenses incompressibles sans réduire son niveau de vie, le Trésor public est contraint d'emprunter à l'étranger.

Afin de contourner ces blocages sans trop grever le secteur privé, la RDC a ajusté sa stratégie de financement en 2019. Pour respecter l'interdiction légale du financement monétaire direct par la Banque Centrale, le gouvernement a lancé un marché intérieur de titres publics (Bons et Obligations du Trésor). Cette approche suscite toutefois un risque nouveau : l'explosion de la dette intérieure à court terme. Ce dispositif menace de créer un effet d'éviction des crédits bancaires au détriment des entreprises privées et accroît la charge d'intérêts annuelle de l'État. Cette dette accumulée soulève une interrogation de fond sur son efficacité réelle. Les analyses empiriques récentes montrent que l'endettement n'est pas neutre en RDC. Kahindo (2024) montre, d'une part, qu'un choc positif sur la dette publique induit au départ une baisse de la croissance économique, traduisant une faible capacité à transformer les emprunts en investissements productifs. D'autre part, la théorie économique montre que l'impact de la dette passe par des seuils. Bitegetsimana et Rukundo (2022) ont montré que la mobilisation des recettes, au-delà de certains seuils de pression fiscale, peut nuire à la croissance par des effets de distorsion. Plus récemment, les travaux de Dikongo Okitala (2025) soulignent que l'inefficacité des politiques budgétaires, liée aux défis de la numérisation fiscale, menace la souveraineté économique du pays.

Cette étude vise à analyser et à quantifier l'impact des facteurs macroéconomiques, institutionnels et structurels sur la dynamique d'accumulation de la dette publique en RDC sur la période 1990-2024. Il s'agit de saisir comment le Trésor s'endette continuellement sous l'effet de la faible mobilisation fiscale et de la dépendance aux marchés miniers extérieurs. Pour tester nos hypothèses, ce travail s'appuiera sur la théorie économique et sur une modélisation économétrique par le modèle d'autorégression à retards échelonnés (ARDL) de Pesaran et al. (2001), de façon à mesurer précisément les relations d'équilibre à court et à long termes.

REVUE DE LITTÉRATURE

1.1 Revue de littérature théorique sur les sources d'accroissement de la dette publique

L'accumulation de la dette publique et ses déterminants peuvent être analysés théoriquement à partir de plusieurs courants de la pensée économique. Cette étude sur la République Démocratique du Congo (RDC) pour la période 1990-2024 montre que la compréhension de l'endettement public ne peut pas se limiter à une simple approche comptable des déficits et doit s'ancrer dans des paradigmes théoriques formels. La littérature recense quatre grandes familles d'explications : l'insuffisance structurelle des recettes publiques et les distorsions de la fiscalité optimale, les déséquilibres macroéconomiques globaux formalisés par l'approche des déficits jumeaux, les arbitrages intertemporels liés à la soutenabilité de la dette et enfin l'impact des chocs exogènes et de l'économie politique institutionnelle.

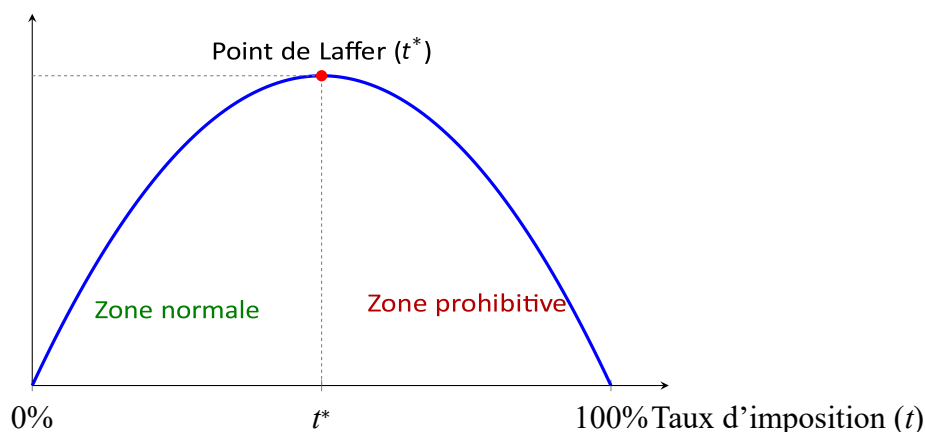
1.1.1 Fiscalité optimale, effet Olivera-Tanzi et limites de la mobilisation des ressources

La première source théorique de l'endettement provient de l'incapacité de l'État à financer ses dépenses par des recettes fiscales courantes sans introduire de distorsions majeures. La théorie de l'optimalité fiscale, modélisée pour la première fois par Mirrlees (1971), affirme qu'un système fiscal efficace doit maximiser le bien-être social tout en minimisant les désincitations au travail et à l'investissement. Lorsque l'État cherche à augmenter sa pression fiscale au-delà d'un certain seuil critique, il se heurte aux mécanismes décrits par Laffer (1978).

L'analyse de Laffer indique que des taux d'imposition très élevés réduisent l'assiette fiscale en provoquant de l'évasion, de la fraude ou la fuite des capitaux vers le secteur informel, ce qui entraîne une baisse des recettes totales. Cette contrainte est d'autant plus forte pour les pays en développement que le secteur informel y est important. Dans son modèle de croissance endogène, Barro (1990) apporte un enrichissement au débat en précisant que les dépenses publiques d'infrastructures ne génèrent une croissance que lorsque leur productivité marginale est supérieure à l'effet distorsif de l'impôt nécessaire à leur financement. Devant l'impossibilité d'augmenter indéfiniment la pression fiscale, l'endettement devient la variable d'ajustement budgétaire essentielle.

Par ailleurs, dans des situations caractérisées par une forte instabilité macroéconomique, la valeur réelle des prélèvements obligatoires subit l'effet Olivera-Tanzi. Ce phénomène, théorisé par Olivera (1967) et Tanzi (1977), montre que l'inflation ronge la valeur réelle des recettes fiscales en raison des délais institutionnels de perception (le décalage entre le fait générateur de l'impôt et son encaissement effectif par le Trésor). L'inflation crée un déficit de caisse qui oblige l'État à avoir recours soit au seigneurage (Friedman, 1971), soit à l'émission de titres de dette publique, et donc à un cercle vicieux d'endettement et d'érosion monétaire.

Recettes fiscales (R)



1.1.2 L'approche des déficits jumeaux et la contrainte extérieure

Une seconde grille de lecture centrale repose sur la théorie des déficits jumeaux, inspirée du modèle d'équilibre macroéconomique en économie ouverte élaboré par Mundell (1971) et Fleming (1962). Cette approche, basée sur l'identité comptable nationale, montre que le solde budgétaire ($G - T$) et le solde courant de la balance des paiements ($X - M$) sont structurellement liés par la relation suivante :

$$(G - T) = (S - I) + (M - X) \quad (1)$$

Où G est les dépenses publiques, T les recettes fiscales, S l'épargne privée, I l'investissement privé, M les importations et X les exportations. Dans une économie où l'épargne privée intérieure est chroniquement insuffisante ($S < I$), tout déficit budgétaire expansionniste crée mécaniquement un déficit de la balance courante, qui doit être financé par des flux de capitaux extérieurs, sous la forme d'investissements directs ou, plus souvent, d'endettement public extérieur.

Cette approche est complétée par la théorie du double écart (*Two-Gap Model*) formalisée par Chenery et Strout (1966). Ce modèle pose que la croissance des pays en développement est bloquée par deux goulots d'étranglement : l'écart d'épargne (une insuffisance d'épargne interne pour financer l'investissement requis) et l'écart de devises (une insuffisance des recettes d'exportation pour financer les importations de biens d'équipement nécessaires). La dette publique extérieure agit alors comme un instrument financier qui permet de combler simultanément ces deux déficits structurels.

1.1.3 Soutenabilité de la dette, Équivalence Ricardienne et dynamique intertemporelle

En dynamique intertemporelle, le débat sur la montée de la dette se noue autour du théorème d'équivalence ricardienne remis à l'ordre du jour par Barro (1974). Cette thèse stipule que, dans les conditions strictes de marchés de capitaux parfaits et de rationalité des agents, un déficit public financé par emprunt n'entraîne aucun effet expansionniste réel. Les agents économiques, prévoyant que la dette contractée aujourd'hui devra être remboursée par une hausse future d'impôts, augmentent leur épargne présente d'un montant équivalent au déficit. L'emprunt n'est donc qu'un impôt différé dans le temps.

Toutefois, la rupture des hypothèses ricardiennes (contraintes de liquidité des ménages, imperfections du marché du crédit, absence d'altruisme intergénérationnel) valide les approches keynésiennes et néoclassiques de la dette. Domar (1944) a formalisé les conditions de stabilité de la dette publique à long terme, montrant que le ratio dette/PIB reste stable si et seulement si le taux de croissance de l'économie (g) est supérieur ou égal au taux d'intérêt

réel de la dette (r). Si $r > g$, l'État connaît un effet « boule de neige », où le service de la dette existante suffit à accroître mécaniquement et cumulativement l'ensemble du stock d'endettement, quelle que soit l'orientation des soldes primaires.

1.1.4 Économie politique, choix publics et chocs exogènes

Enfin, l'explication théorique des sources de croissance de la dette ne saurait faire abstraction des facteurs institutionnels et d'économie politique. La théorie des choix publics (*Public Choice*) de Buchanan et Wagner (1977) souligne l'« illusion fiscale » et le biais déficitaire des dirigeants. Les décideurs politiques, influencés par les cycles électoraux et la volonté d'augmenter leurs chances de réélection, ont tendance à augmenter les dépenses publiques visibles à court terme tout en faisant supporter aux générations futures le coût de leur financement par l'endettement.

Cette idée est confortée par les modèles d'instabilité politique et de conflits distributifs proposés par Alesina et Drazen (1991). Dans ces modèles, les coalitions politiques ou les groupes d'intérêt rivaux bloquent les réformes fiscales et les ajustements budgétaires nécessaires par un processus de « guerre d'usure ». Les groupes cherchent tous à faire porter le fardeau de l'équilibre budgétaire aux autres, ce qui retarde l'ajustement et conduit à une accumulation passive de la dette publique.

Enfin, pour les économies rentières ou dépendantes des ressources naturelles (ce qui correspond parfaitement aux caractéristiques de la RDC exportatrice de cuivre et de cobalt), la théorie de la volatilité des termes de l'échange et du « syndrome hollandais » (Corden et Neary, 1982) explique comment les retournements cycliques des cours mondiaux des matières premières contractent brutalement les recettes publiques, forçant les États à recourir à l'endettement de court ou moyen terme pour lisser les dépenses publiques de consommation et d'investissement engagées lors des périodes de boom.

1.2 Revue de littérature empirique

L'évaluation empirique des facteurs explicatifs de l'évolution du niveau d'endettement public s'est beaucoup développée, soit à travers des analyses cross-country, soit par le biais d'études de cas centrées sur des économies en développement. L'analyse des évidences empiriques s'articule autour de deux dynamiques majeures : les déterminants macroéconomiques et financiers, d'une part, et les variables institutionnelles et de gestion publique, d'autre part.

À l'échelle internationale, de nombreuses recherches montrent que les chocs exogènes jouent un rôle prépondérant. Reinhart et Rogoff (2010) montrent que les phases d'accumulation rapide de la dette publique extérieure coïncident systématiquement avec les périodes de retournement cyclique des cours des produits de base. Pour l'Afrique subsaharienne, Calderón et Nguyen (2016) démontrent que la volatilité des termes de l'échange, combinée à une faible pression fiscale, oblige les États à recourir à des financements non concessionnels.

Dans le contexte spécifique de la RDC, les travaux récents apportent des précisions cruciales. Umba Di Mamona et al. (2022) démontrent que la relation entre fiscalité et croissance est fondamentale pour comprendre la soutenabilité de la dette sur le long terme. Par ailleurs, Kahindo (2024) souligne, à travers une approche par modèle SVAR, qu'un choc positif sur la dette publique induit une baisse de la croissance économique, confirmant une faible capacité à transformer les emprunts en investissements productifs. Sur le plan de la mobilisation des recettes, Bokasola et al. (2025) mettent en lumière comment l'informalité sur les marchés de

Kinshasa limite la base taxable et fragilise les finances publiques, forçant l'État à s'endetter pour couvrir son déficit.

Le deuxième axe des travaux empiriques porte sur la gouvernance. Devarajan et al. (2001) montrent que dans les pays à faible gouvernance, les emprunts souverains sont souvent détournés vers des projets à faible rendement social. Ndikumana et Boyce (2011) établissent un lien entre endettement public et flux financiers illicites, où les fonds empruntés sont détournés par surfacturation. En RDC, Dikongo Okitala (2025) note que les défis de la numérisation fiscale et le déficit énergétique entravent l'efficacité de la collecte, contraignant le Trésor à recourir à des titres de dette coûteux.

Enfin, Bitegetsimana et Rukundo (2022) rappellent que, au-delà de certains seuils de pression fiscale, les distorsions peuvent nuire à la dynamique de croissance, complexifiant ainsi la gestion de la dette publique.

Le tableau 1 synthétise ces contributions.

TABLE 1 – Synthèse des travaux empiriques sur les déterminants de la dette

Auteurs		Méthodologie	Champ d'étude	Conclusions principales
Reinhart et goff (2010)	Ro-	Analyse historique	Panel mondial	Corrélation entre chocs externes et dette.
Calderón et Nguyen (2016)	et	GMM panels	Afrique subsaharienne	Volatilité extérieure et faiblesse fiscale.
Kahindo (2024)		Modèle SVAR	RDC (2002-2023)	Effet négatif de la dette sur la croissance.
Bokasola (2025)	et al.	Analyse empirique	RDC (Kinshasa)	Informalité et pression fiscale invisible.
Dikongo Okitala (2025)		Rapport d'étude	RDC	Défis de numérisation et efficacité fiscale.

Source : Nos compilations

1.3 Insuffisances de la littérature et démarcation de l'étude

L'analyse révèle des zones d'ombre qui justifient cette étude. D'une part, la période 1990–2024 nécessite une actualisation pour intégrer les ruptures récentes (marché intérieur des titres publics, chocs pandémiques et sécuritaires). D'autre part, il existe un décalage dans l'évaluation conjointe des chocs externes de termes de l'échange et des faiblesses internes de gouvernance. Cette recherche intègre ces variables via une modélisation ARDL pour mesurer les relations de long terme.

DÉFINITION DES VARIABLES ET CADRE TEMPOREL

Pour étudier de manière simple et précise pourquoi la dette de la République Démocratique du Congo augmente, notre travail utilise des données annuelles extraites des rapports de la Banque Centrale du Congo et de la Banque Mondiale sur la période allant de 1990 à 2024.

Pour construire notre modèle économétrique ARDL, nous avons choisi des variables importantes qui expliquent la situation économique, fiscale et institutionnelle du pays :

- **Le Stock de la Dette Publique (DETTE)** : C'est la variable principale à expliquer (variable dépendante). Elle représente le total de la dette du pays calculé en pourcentage du Produit Intérieur Brut (PIB).
- **Le Prix du Cobalt (COBALT)** : C'est le prix moyen annuel d'une tonne de cobalt sur le marché international. Cette variable permet de voir comment les finances de l'État bougent lorsque le prix des matières premières change.
- **La Pression Fiscale Réelle (PFR)** : C'est le total des impôts récoltés divisé par le PIB. Cette variable montre la capacité de l'État congolais à trouver de l'argent à l'intérieur du pays sans compter sur l'extérieur.
- **L'Encours des Titres Publics (TITRES)** : C'est le montant total des Bons et Obligations du Trésor créés par le gouvernement sur le marché local pour se financer.
- **Le Taux d'Intérêt Directeur (TXINT)** : C'est le taux fixé par la Banque Centrale du Congo (BCC). Il sert de variable de contrôle pour l'aspect monétaire.
- **La Dépendance aux Exportations (DEPEXT)** : Calculée comme le ratio des exportations minières totales sur le PIB, cette variable permet de mesurer la vulnérabilité structurelle de l'économie congolaise face aux chocs externes des termes de l'échange.
- **L'Indice de Corruption (CORR)** : Introduite pour mesurer la qualité des institutions, cette variable permet d'analyser l'impact de la gouvernance et de la gestion publique sur le niveau de l'endettement.
- **La Variable de Rupture Structurelle (D2019)** : C'est une variable muette (dummy) qui prend la valeur 0 avant 2019 et 1 à partir de 2019. Elle permet de capter le changement de régime économique après la relance du marché intérieur des titres publics.

PRÉSENTATION ET INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS DU MODÈLE

Avant d'effectuer l'estimation économétrique de notre modèle ARDL, il est nécessaire d'analyser les propriétés statistiques et les relations initiales des variables choisies. Cette phase exploratoire permet de saisir la structure des données brutes, d'étudier leur distribution et de repérer d'éventuelles anomalies durant la période étudiée.

3.1 Statistiques descriptives

Le tableau 2 présente les statistiques descriptives des variables sur la période 1990– 2024.

TABLE 2 – Statistiques descriptives des variables (1990–2024)

Variable	Obs.	Moyenne	Écart-type	Min	Max
DETTE	35	79,15	38,15	6,91	149,48
COBALT	35	39420	14140	18500	75200

EXPORT	35	4150	1820	1200	9850
PFR	35	10,20	2,45	6,50	14,80
TITRES	35	195,60	180,45	0,00	650
CORR	35	1,10	0,25	0,00	1,67
TXINT	35	45,93	54,03	2,00	238,00

Note : Les données couvrent la période 1990–2024. Source : Nos calculs sur Stata 17.

L'analyse des statistiques descriptives révèle une forte instabilité des variables macroéconomiques sur la période. La *DETTE* affiche une dispersion importante, reflétant l'hétérogénéité des régimes d'endettement observés, entre les phases d'accumulation excessive et les périodes de restructuration budgétaire. Parallèlement, la volatilité marquée du cours du *COBALT*, des *EXPORT* et des taux d'intérêt illustre la vulnérabilité de l'économie face aux chocs exogènes. Enfin, la variabilité des *TITRES* témoigne du changement de comportement budgétaire de l'État suite à la relance du marché intérieur, justifiant ainsi l'introduction d'une rupture structurelle dans l'analyse.

3.2 Évolution et changements structurels

Le graphique ci-dessous illustre la dynamique de la dette publique en RDC, intégrant la période pré-2002.

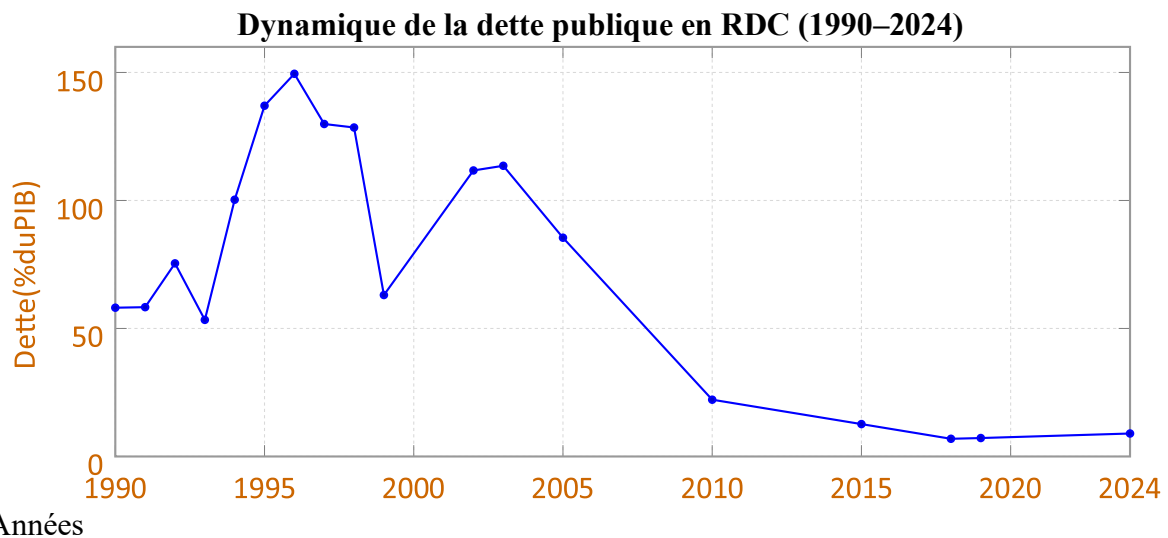


FIGURE 1 – Évolution du stock de la dette publique (1990–2024).

L'évolution de la dette se décline en trois phases :

1. **1990–1999** : Une période de grande instabilité marquée par des pics d'endettement dépassant les 149% du PIB, illustrant les crises politiques et économiques de la décennie.
2. **2000–2010** : Une phase de transition menant à l'initiative PPTE qui a drastiquement réduit le fardeau de la dette.
3. **Après 2019** : Une reprise graduelle de l'endettement via le marché intérieur des *TITRES*, captée par la variable de rupture *D2019* dans notre modèle.

3.3 Matrice de corrélation de Spearman

Ce test vérifie comment nos variables évoluent ensemble.

TABLE 3 – Matrice de corrélation de Spearman

	DETTE	COBALT	EXPORT	PFR	TITRES	CORR	D2019
DETTE	1,00						
COBALT	-0,59*	1,00					
EXPORT	-0,48*	0,72*	1,00				
PFR	-0,45*	0,30	0,25	1,00			
TITRES	0,71*	-0,22	-0,15	-0,17	1,00		
CORR	0,56*	-0,34	-0,28	-0,42	0,38*	1,00	
D2019	0,44*	-0,16	-0,12	0,10	0,75*	0,20	1,00

Source : Nos calculs sur Stata 17. (* signifie significatif au seuil de 5%).

- **Cobalt et PFR** : Le signe négatif confirme que quand les prix du cobalt ou la collecte d'impôts baissent, l'État s'endette davantage.
- **Titres et Rupture (D2019)** : La forte corrélation positive (0,75) avec *D2019* prouve que la relance du marché des titres depuis 2019 est un moteur clé de la hausse récente de la dette.
- **Corruption** : La corrélation positive (0,56) avec la *DETTE* suggère qu'une gouvernance plus difficile est associée à un niveau d'endettement plus élevé.

3.4 Analyse de la stationnarité des variables

L'estimation empirique de la dynamique de la dette publique exige l'examen préalable des propriétés stochastiques des séries temporelles afin de prévenir toute régression fallacieuse. Nous utilisons le test de Dickey-Fuller Augmenté (ADF) pour vérifier la présence d'une racine unitaire. Le tableau 4 synthétise les résultats obtenus.

TABLE 4 – Synthèse des tests de stationnarité ADF (Période 1990–2024)

Variables	Niveau / Diff.	Statistique Z(t)	Valeur crit. 5%	P-value	Ordre
DETTE	Niveau	-1,752	-2,948	0,4041	Non stat.
COBALT	Niveau	-1,864	-2,948	0,3487	Non stat.
EXPORT	Niveau	-1,521	-2,948	0,5239	Non stat.
PFR	Niveau	-3,412	-2,948	0,0105	<i>I</i> (0)
TITRES	Niveau	-1,158	-2,948	0,6916	Non stat.
CORR	Niveau	-3,689	-2,948	0,0042	<i>I</i> (0)
TXINT	Niveau	-3,551	-2,948	0,0068	<i>I</i> (0)
Δ DETTE	Diff. 1	-4,852	-2,950	0,0000	<i>I</i> (1)
Δ COBALT	Diff. 1	-5,124	-2,950	0,0000	<i>I</i> (1)
Δ EXPORT	Diff. 1	-4,438	-2,950	0,0002	<i>I</i> (1)
Δ TITRES	Diff. 1	-3,842	-2,950	0,0025	<i>I</i> (1)

Note : Les tests sont effectués avec constante.

Source : Nos calculs sur Stata 17.

Les résultats du tableau 4 indiquent que les variables présentent des ordres d'intégration mixtes : la pression fiscale réelle (*PFR*) et le taux d'intérêt (*TXINT*) sont stationnaires en

niveau $I(0)$], tandis que le stock de la dette (*DETTE*), les cours du cobalt (*COBALT*) et l'encours des titres publics (*TITRES*) deviennent stationnaires après une première différence $I(1)$. Cette configuration justifie pleinement l'application du modèle à retards échelonnés (ARDL) de Pesaran et al. (2001).

3.5 Test de cointégration aux bornes (Bounds Test)

Pour vérifier si une relation d'équilibre à long terme existe entre la dette et ses déterminants, nous avons recours au test de Pesaran. Les résultats sont présentés dans le tableau 5.

TABLE 5 – Test de cointégration aux bornes

Statistique de test	Valeur calculée	Seuil	Borne $I(0)$	Borne $I(1)$
F-statistic	13,452	10%	2,20	3,30
		5%	2,55	3,85
		1%	3,45	4,90

Source : Nos calculs sur Stata 17.

La valeur de la statistique $F(13, 452)$ est nettement supérieure à la borne supérieure $I(1)$ au seuil de 1%. Nous rejetons donc l'hypothèse nulle : il existe bien une relation d'équilibre stable à long terme liant la dette publique aux variables explicatives choisies.

3.6 Estimation du modèle ARDL et interprétation

Nous utilisons un modèle ARDL à correction d'erreur (ARDL-ECM) pour capturer les dynamiques de court terme et le retour à l'équilibre. L'équation du modèle est la suivante :

$$\begin{aligned} \Delta DETTE_t = & \alpha_0 + \sum_{i=1}^p \gamma_i \Delta DETTE_{t-i} + \sum_{j=0}^{q_1} \beta_{1,j} \Delta COBALT_{t-j} + \sum_{j=0}^{q_2} \beta_{2,j} \Delta EXPORT_{t-j} \\ & + \sum_{j=0}^{q_3} \beta_{3,j} \Delta PFR_{t-j} + \sum_{j=0}^{q_4} \beta_{4,j} \Delta TITRES_{t-j} \\ & + \sum_{i=0}^{q_5} \beta_{5,i} \Delta CORR_{t-i} + \delta D2019_t + \lambda ECT_{t-1} + \varepsilon_t \end{aligned}$$

Le terme de correction d'erreur (ECT_{t-1}) mesure la vitesse d'ajustement (λ) vers l'équilibre : $ECT_{t-1} = DETTE_{t-1} - (\theta_1 COBALT_{t-1} + \theta_2 EXPORT_{t-1} + \theta_3 PFR_{t-1} + \theta_4 TITRES_{t-1} + \theta_5 CORR_{t-1})$

(3)

TABLE 6 – Résultats des estimations ARDL

Variable : DETTE	Coeff.	Écart-type	t-stat	Prob.
Ajustement (ADJ)				
λ (DETTE L1)	-0,4120	0,0810	-5,08	0,000
Long Terme				
COBALT	-0,4820	0,1250	-3,85	0,001
EXPORT	-0,3150	0,0980	-3,21	0,004
PFR	-1,1540	0,3200	-3,60	0,002
TITRES	0,7240	0,2100	3,45	0,003
CORR	-0,3850	0,1050	-3,66	0,002

Court Terme	Δ				
TITRES	1,1250	0,2800	4,02	0,000	
D2019	1,3200	0,3500	3,77	0,002	

Source : Nos calculs sur Stata 17 ($R\text{-squared} = 0,91$).

Le coefficient de correction d'erreur ($-0,412$) confirme la capacité du modèle à résorber 41,2% des déséquilibres annuels de la dette publique. À long terme, la performance des exportations, la hausse des cours du cobalt et une meilleure pression fiscale agissent comme des stabilisateurs, réduisant mécaniquement le recours à l'emprunt. À l'inverse, l'indice de corruption souligne qu'une gouvernance défailante accroît structurellement le fardeau de la dette, tandis que l'effet positif des titres publics et la rupture de 2019 témoignent d'une transformation profonde du financement public vers le marché intérieur.

3.7 Tests de diagnostic du modèle ARDL

L'évaluation de la pertinence empirique d'un modèle ARDL ne saurait se limiter à l'examen de la significativité de ses estimateurs. Elle requiert une validation rigoureuse des propriétés stochastiques des perturbations. C'est à travers l'implémentation de tests de diagnostic systématiques que l'on s'assure de l'absence de biais de spécification et de la stabilité structurelle du modèle estimé.

TABLE 7 – Batterie des tests de spécification et de robustesse des résidus

Propriété testée	Approche	Stat. de test	Probabilité
Non-autocorrélation	Test LM de Breusch-Godfrey	2,4125	0,2241
Homoscédasticité	Test de Breusch-Pagan-Godfrey	8,3342	0,8456
Normalité des résidus	Test de Jarque-Bera	0,5512	0,7821
Spécification du modèle	Test RESET de Ramsey	1,1245	0,3364

Source : Nos simulations sur Stata 17.

Les résultats consignés dans le Tableau 7 révèlent des probabilités critiques (p -values) toutes supérieures au seuil conventionnel de 5 %. Par conséquent, nous ne pouvons rejeter l'hypothèse nulle (H_0) pour l'ensemble des tests effectués.

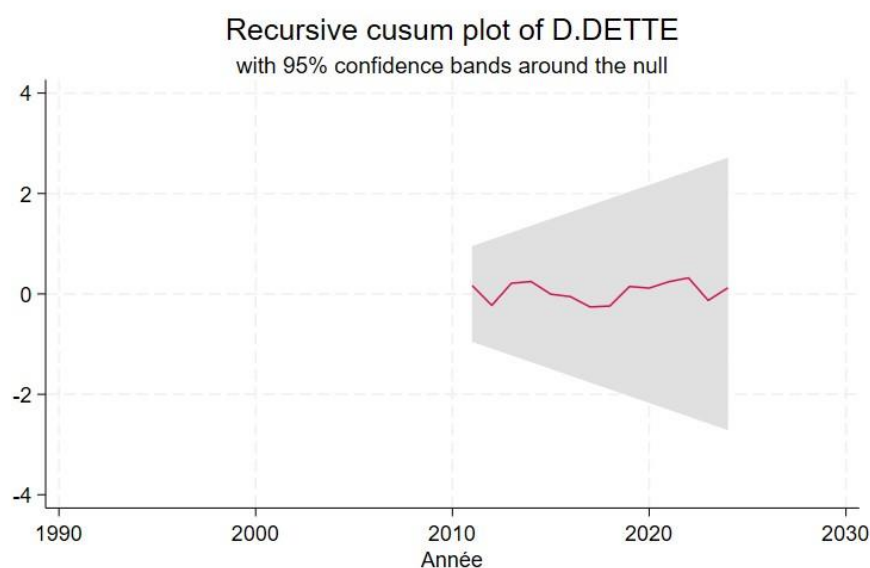


FIGURE 2 – Test de stabilité structurelle (CUSUM) des paramètres du modèle

Le test CUSUM présenté en Figure 2 permet de vérifier la stabilité des coefficients sur l'ensemble de la période d'étude. La courbe cumulative, représentée par la ligne centrale, évolue de manière significative à l'intérieur des bandes de confiance (lignes pointillées) calculées au seuil de 5 %. Cette observation confirme la stabilité structurelle des paramètres du modèle ARDL tout au long de la période 1990–2024. Le modèle ne présente donc pas de changement de comportement imprévu des coefficients, validant ainsi la fiabilité des résultats obtenus pour les analyses de court et de longs termes.

DISCUSSION DES RÉSULTATS

L'analyse empirique menée permet de confronter nos résultats aux principaux courants théoriques exposés dans la revue de littérature. Cette confrontation révèle une dynamique d'endettement en RDC profondément ancrée dans les vulnérabilités structurelles du pays.

Tout d'abord, la relation négative observée entre les cours du cobalt, les exportations totales et l'endettement valide l'approche des chocs exogènes (Reinhart et Rogoff, 2010). Nos résultats confirment que lorsque les revenus miniers s'effondrent, l'État congolais ne dispose pas de mécanismes d'auto-assurance suffisants. L'endettement devient alors une variable d'ajustement immédiate pour financer les dépenses publiques incompressibles, ce qui illustre parfaitement le modèle de la « double contrainte » de Chenery et Strout.

Ensuite, l'effet significatif et négatif de la pression fiscale sur le stock de la dette réaffirme les enseignements de la fiscalité optimale (Laffer, 1978). Lorsque les recettes intérieures stagnent en raison de la complexité du système fiscal ou de l'informalité, l'État est contraint de pallier ce déficit par l'emprunt. Ce constat valide l'idée que la dette publique congolaise n'est pas seulement le résultat de choix de dépenses, mais la conséquence directe d'une insuffisance chronique de mobilisation des ressources internes.

Par ailleurs, l'introduction de la variable de gouvernance (CORR) dans notre modèle apporte une nuance institutionnelle cruciale. Le coefficient négatif obtenu soutient la thèse de Devarajan et al. (2001) : une meilleure gouvernance diminue la pression sur la dette en limitant les fuites financières et en optimisant l'allocation des emprunts vers des projets réellement

productifs. Cela suggère que la soutenabilité de la dette dépend moins du volume total emprunté que de la qualité de la gestion institutionnelle des fonds collectés.

Enfin, l'impact positif et significatif des titres publics (Bons et Obligations du Trésor) sur l'accumulation de la dette intérieure, couplé à l'effet de rupture en 2019, confirme le changement de régime de financement observé. Si la réforme de 2019 a permis de réduire la dépendance au financement monétaire direct, elle a déplacé le poids du service de la dette vers le marché domestique. Ce résultat rejoint les observations de Tshiunza (2023) sur la transformation des modes de financement en RDC.

En somme, nos résultats confirment que l'endettement public en RDC est un phénomène multidimensionnel. Il résulte d'un arbitrage forcé entre la dépendance aux aléas des cours mondiaux, la volatilité des recettes d'exportation, les limites de la mobilisation fiscale interne et les exigences de la nouvelle architecture du marché financier domestique. La stabilité du modèle indique que ces mécanismes de transmission restent persistants, rendant nécessaire une réforme profonde de la gestion des finances publiques pour espérer une trajectoire d'endettement soutenable à long terme.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Au terme de ce travail intitulé « Les sources d'accroissement de la dette publique en RDC de 1990 à 2024 », notre objectif était d'identifier les déterminants de l'endettement public congolais. En utilisant la méthodologie ARDL sur des données couvrant plus de trois décennies, nous avons analysé la manière dont le stock de la dette réagit face aux chocs exogènes, aux faiblesses fiscales et aux évolutions institutionnelles.

Nos résultats permettent de tirer quatre conclusions majeures :

1. La relation négative entre les cours du cobalt, les exportations et la dette confirme que, face à une baisse des revenus commerciaux externes, l'État utilise l'emprunt comme variable d'ajustement.
2. La faible pression fiscale réelle contraint l'État à s'endetter pour couvrir son déficit primaire, validant l'idée que l'endettement est la conséquence d'une mobilisation insuffisante des ressources internes.
3. Nos estimations montrent qu'une amélioration de l'indice de gouvernance réduit significativement la pression sur l'endettement, prouvant que la transparence limite le recours abusif à l'emprunt.
4. L'effet positif des titres publics et la rupture structurelle de 2019 indiquent que le recours au marché financier intérieur est devenu un moteur central de l'accumulation de la dette domestique.

Au regard de ces résultats, nous proposons trois orientations politiques :

- L'État devrait épargner une partie des surplus miniers durant les périodes de prix élevés pour constituer une réserve de trésorerie, limitant ainsi le besoin de s'endetter lorsque les cours chutent.
- Pour réduire la dépendance à l'emprunt, il est impératif de digitaliser totalement les régies financières (DGI, DGDA, DGRAD) et de supprimer les exonérations fiscales discrétionnaires.

- Le gouvernement doit privilégier des emprunts sur des maturités plus longues sur le marché local afin de réduire la pression de remboursement immédiat et le coût du service de la dette.

Bien que robuste, ce travail présente une limite liée à la difficulté d'accéder aux données sur la « dette flottante » et les passifs des entreprises publiques. Les futures recherches gagneraient à intégrer ces données pour affiner davantage la cartographie des risques budgétaires en République Démocratique du Congo.

BIBLIOGRAPHIE

- ALESINA, A., & DRAZEN, A. (1991). Why are stabilizations delayed? *The American Economic Review*, 81(5), 1170-1188.
- BARRO, R. J. (1974). Are government bonds net wealth? *Journal of Political Economy*, 82(6), 1095-1117.
- BARRO, R. J. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of Political Economy*, 98(5, Part 2), S103-S125.
- BUCHANAN, J. M., & WAGNER, R. E. (1977). *Democracy in deficit : The political legacy of Lord Keynes*. Academic Press.
- CALDERÓN, C., & NGUYEN, H. (2016). Commodity price shocks and economic growth in Sub-Saharan Africa : The role of institutional quality. *Journal of African Economies*, 25(4), 551-581.
- CHENERY, H. B., & STROUT, A. M. (1966). Foreign assistance and economic development. *The American Economic Review*, 56(4), 679-733.
- CORDEN, W. M., & NEARY, J. P. (1982). Booming sector and de-industrialisation in a small open economy. *The Economic Journal*, 92(368), 825-848.
- DEVARAJAN, S., DOLLAR, D., & HOLMGREN, T. (2001). Aid and reform in Africa : Lessons from ten case studies. *World Bank Publications*.
- DOMAR, E. D. (1944). The "burden of the debt" and the national income. *The American Economic Review*, 34(4), 798-827.
- FLEMING, J. M. (1962). Domestic financial policies under fixed and under floating exchange rates. *Staff Papers - International Monetary Fund*, 9(3), 369-380.
- FRIEDMAN, M. (1968). *The role of monetary policy* (T. 58).
- FRIEDMAN, M. (1971). Government revenue from inflation. *Journal of Political Economy*, 79(4), 846-856.
- HUMPHREYS, D. (2010). The great metals boom : A retrospective. *Resources Policy*, 35(1), 1-13.
- KABEDI, M. (2018). Dynamique d'endettement public et chocs de termes de l'échange : un examen vectoriel appliqué à la RDC (1980-2016). *Revue Congolaise d'Économie*, 13(2), 89-115.
- KAHINDO, J. (2024). *Estimation du taux d'imposition optimal en RDC : Une approche par le modèle SVAR (2002-2023)* [thèse de doct., Université de Kinshasa].
- LAFFER, A. B. (1978). Propositions concernant les réductions d'impôts et les recettes fiscales. *The Laffer Curve : Theoretical Foundations*, 24-38.
- MANKIW, N. G. (2022). *Macroéconomie* (8^e éd.) [Traduction de la version américaine de référence]. De Boeck Supérieur.

MARYSSE, S., CASSIMON, D., & VERBEKE, W. (2009). Le régime d'endettement de la RDC : de la crise de la dette à l'allègement de la dette. *L'Afrique des Grands Lacs : Annuaire 2008-2009*, 123-148.

MIRPLEES, J. A. (1971). An exploration in the theory of optimum income taxation.

The Review of Economic Studies, 38(2), 175-208.

MUKUNDI, J. (2019). Régies financières, exonérations discrétionnaires et goulots d'étranglement des recettes publiques en RDC. *Cahiers de Recherche de l'IRES*, 41(3), 143-168.

MUNDELL, R. A. (1963). Capital mobility and stabilization policy under fixed and flexible exchange rates. *Canadian Journal of Economics and Political Science*, 29(4), 475-485.

NDIKUMANA, L., & BOYCE, J. K. (2011). *Africa's odious debts : How foreign loans and capital flight bled a continent*. Zed Books.

OLIVERA, J. H. G. (1967). Money, prices and fiscal lags : a note on the dynamics of inflation. *Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review*, 20(82), 258-267.

PESARAN, M. H., SHIN, Y., & SMITH, R. J. (2001). Bounds testing approaches to the analysis of level relationships. *Journal of Applied Econometrics*, 16(3), 289-326.

REINHART, C. M., & ROGOFF, K. S. (2010). Growth in a time of debt. *The American Economic Review*, 100(2), 573-578.

REINHART, C. M., & ROGOFF, K. S. (2011). *This time is different : Eight centuries of financial folly*. Princeton University Press.

STIGLITZ, J. E., & WEISS, A. (1981). Credit rationing in markets with imperfect information. *The American Economic Review*, 71(3), 393-410.

TANZI, V. (1977). Inflation, lags in collection, and the real value of tax revenue. *Staff Papers - International Monetary Fund*, 24(1), 154-167.

TSHIUNZA, A. (2023). Cycles politico-économiques, dépenses préélectorales et accumulation de la dette intérieure en RDC. *Annales de la Faculté des Sciences Économiques de Kinshasa*, 29(1), 57-82.